



Réseau pour la Réforme du Secteur de Sécurité et de Justice, « RRSJ »

**COORDINATION PROVINCIALE DE L'EQUATEUR
MBANDAKA**

ASBL de droit congolais, doté de la Personnalité Juridique aux termes de l'Arrêté Ministériel
n°767/CAB/MIN/J&DH/2012 du 18 avril 2012

Tél. : 0818995180 ; 0858118970 E-mail : equateur@rrsj-rdc.org/lilengerard@gmail.com

Projet d' :

« Appui de la Société Civile à la vulgarisation, au suivi de la mise en œuvre de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba et de la Résolution 2098 et au plaidoyer pour la réforme de l'Armée en République démocratique du Congo »

**RAPPORT MENSUEL PROVINCIAL DE L'EQUATEUR
JUN 2014**

I. CONTEXTE ET SITUATION SECURITAIRE DU MOIS

1.1 Analyse du contexte

Le mois de juillet 2014 est caractérisé par une sorte de paix et il n'y a pas eu des événements inquiétants et ou troublants.

Le Gouverneur ad intérim et vice-Gouverneur de la province de l'Equateur a sorti une note circulaire de suspension du personnel politique et d'appoint jusqu'à nouvel ordre (sortie d'un nouveau arrêté) en date du 16 juillet 2014. En date du 22 juillet, il sortira un arrêté portant nomination des Conseillers au niveau du Gouvernorat, des Ministères et certains Secrétariats Généraux. Cette mise en place a provoqué une opposition des ceux des sortants.

1.2 Analyse de la situation sécuritaire de l'Equateur

Les étudiants de la faculté de Médecine de l'UNIMBA (Université de Mbandaka) continuent de semer l'insécurité parmi leurs condisciples des autres facultés. Il y a 3 quelques jours, ils ont barricadé toutes les entrées de l'UNIMBA empêchant la fin de cours et le déroulement des examens de la 1^{ère} session. Ils réclament le départ du Doyen de leur Faculté et son remplacement immédiat. A cette réclamation s'ajoute le refus d'un professeur venu de Kinshasa qu'eux qualifient d'incompétent pour enseigner la promotion de 3^{ème} Doctorat. Les auditoires sont fermés depuis le 26 juillet.

II. ETAT D'AVANCEMENT DE LA REFORME DU SECTEUR DE SECURITE EN PROVINCE

2.1. Actions menées par les acteurs étatiques [Assemblée Provinciale, Autorité civile locale, Commandement de la PNC et des FARDC...]

a) Gouvernement Provincial

14 au 27 juillet, Centre de retraite TOMODJA : la Mairie de Mbandaka a organisé un atelier sur le plan de développement urbain, en collaboration avec les Organisations de la Société Civile de la ville de Mbandaka.

b) Réforme de la Police Nationale Congolaise et de l'Armée

Il y a une nouvelle mise en place des agents de la PNC, dans la province de l'Equateur. Presque tous les officiers qui ont fait plus de 5 ans à Mbandaka sont en mutation. Les uns vers d'autres provinces et les autres à l'intérieur de la province.

Rien de particulier n'a été enregistré dans le cadre de la réforme de l'Armée et de l'application de l'Accord - cadre.



Le groupe thématique social volet sécuritaire en pleine réflexion lors de travail en carrefours [Photo RRSSJ]

2.2. Actions menées par les acteurs non étatiques

a) Interaction du RRSSJ provincial avec les acteurs étatiques

Maintien de contacts./interaction avec les autorités avec qui le RRSSJ-Equateur entretient des bonnes relations, en tant que structure de la Société.

b) Travail de terrain avec les communautés de base

- Organisation d'une séance de sensibilisation avec les femmes, au siège de la salle de réunion des Femmes d'Espérance à Mbandaka III.
- La Coordination de RRSSJ a participé à l'élaboration du plan de développement urbain de la Ville de Mbandaka dans la thématique social volet sécuritaire.
- Elle a tenu ses réunions habituelles, pour analyser la situation sécuritaire de la province et faire la collecte des données du monitoring de la mise en œuvre de l'Accord-cadre et la Résolution 2098.



Une vue partielle des femmes, suivant attentivement la présentation sur la Résolution 2098 (2013) et l'Accord-cadre d'Addis-Abeba [Photo RRSSJ]

c) Implication et rôle des médias dans la mise en œuvre des activités de terrain

- La Radio Communautaire Mwana a couvert la séance de sensibilisation des femmes d'espérance sur la Résolution 2098 et l'Accord-cadre d'Addis-Abeba.

III. PREOCCUPATIONS MAJEURES DE LA BASE ET RESULTATS OBTENUS AU COURS DU MOIS

3.1. Préoccupations majeures recueillies auprès des communautés de base

a) Réforme du secteur de sécurité

Les Femmes d'Espérance se sont réjouis de l'existence de la Résolution 2098 et de l'Accord-cadre pour la paix ; elles se sont engagées à participer au monitoring de la mise en œuvre de ces accords.

b) Mise en œuvre de l'Accord-cadre et de la Résolution 2098

Aucune action n'a été réalisée pendant le mois de Juillet 2014.

c) Autres

L'activité de sensibilisation des femmes est une réalisation des attentes de la population pour le mois de Juin 2014.

IV. ENJEUX, DEFIS ET RECOMMANDATIONS

4.1. Les enjeux

- Organiser encore plus des séances de sensibilisation de la population sur les questions sécuritaires et les points importants de l'Accord cadre et la Résolution 2098.
- Contribuer davantage à la réduction de l'extension de l'insécurité dans la ville de Mbandaka.
- La réduction de l'ignorance des accords que signe la RDC et de leurs pertinences dans leur vie de la population.
- Trouver de moyens suffisants pour palier à l'ignorance de la population sur les Accord Cadre et la Résolution 2098.

4.2. Les défis à relever au mois suivant

- La réduction de l'ignorance par la sensibilisation de la population et la vulgarisation de l'Accord Cadre et de la Résolution 2098.
- Mobiliser encore des femmes sur la Résolution 2098 et l'Accord-cadre pour la paix.
- Mobiliser les Radios et la Télévision de Mbandaka pour la vulgarisation de la Résolution 2098 et de l'Accord-cadre.

4.3. Les recommandations majeures

- La publication des textes de la Résolution 2098 et de l'Accord-cadre du 24 février 2013 pour la paix en langue locale ;
- Le renforcement des patrouilles de la PNC, jusqu'à l'obtention de la sécurisation totale de la population.
- Disséminer et vulgariser l'Accord-cadre à l'intérieur de la province.

Fait à Mbandaka, le 30 juin 2014

Le RRSSJ-Equateur